



## La CGT santé dénonce le fonctionnement hospitalier

■ **Avant-hier** était une journée nationale de contestation lancée par le premier syndicat au niveau national en matière de santé : la CGT. En Aveyron, ils ne sont que deuxième derrière FO, mais justement, leurs représentants regrettent que leur progression lors des dernières élections du personnel ne soit pas prise en compte, l'État ayant décidé de se baser sur les élections précédentes pour le calcul des heures de délégations syndicales. Une mesure qui a le don de faire bondir les syndicalistes : « *C'est un déni de démocratie* ». Et la CGT a d'autant plus l'impression d'être écartée de son rôle que depuis la dernière loi sur les hôpitaux, les instances de décision sont réduites à des avis consultatifs au profit des directeurs d'établissement. « *Ils rognent sur tout ce qu'ils peuvent* », accuse une syndicaliste. La CGT menace, à ce propos, de porter plainte contre un directeur d'hôpital aveyronnais qui voudrait réduire les primes d'insalubrité dues aux salariés exposés.

Pour exposer ses griefs, la CGT a rencontré le représentant territorial de l'agence régionale de santé, Laurent Pocquet. « *Il n'a pu que conforter notre action, puisqu'il ne nous a contredit sur aucun point* », dénonce Pascal Mazet, responsable départemental. En attendant de nouvelles actions, les délégués syndicaux ont rencontré respectivement chacun des directeurs d'établissements du département.